

Le Budget—M. Harb

qui nous aiderait à résoudre notre problème. On ne m'a encore absolument rien proposé.

En ce qui concerne la question du député, rien n'empêche les entrepreneurs de conclure des ententes de partage des bénéfiques avec leurs employés. Cela me semble un excellent moyen de faire des affaires. Je ne veux surtout pas croire que cela nécessiterait une autre dépense fiscale, ce que les députés d'en face ne cessent de dénoncer eux-mêmes comme inefficace. Je crois que c'est une excellente idée que le milieu des affaires devrait mettre tout de suite à profit.

M. Gustafson: Monsieur le Président, il est intéressant de remarquer que, selon le gouvernement, on a créé plus d'emplois au Canada de 1984 à 1988 qu'en Allemagne de l'Ouest, en Autriche, en France, en Suède, en Belgique, en Grèce, en Finlande, en Irlande et en Nouvelle-Zélande. Le Canada a réussi à créer 1 432 000 emplois en quatre ans.

M. Mac Harb (Ottawa—Centre): Monsieur le Président, je suis ravi de pouvoir participer au débat sur le budget. Il ne fait aucun doute pour moi qu'il nous faut réduire le déficit si nous voulons être compétitifs au plan international tout en continuant d'offrir aux Canadiens les services essentiels auxquels ils sont habitués. Plus nous attendrons, plus la note sera élevée et moins nous aurons d'argent pour la régler. Nous devons commencer par équilibrer le budget.

Selon le budget des dépenses qui a été déposé à la Chambre, toutefois, le gouvernement se propose de dépenser 142,9 milliards de dollars au cours de l'année financière 1989-1990, alors qu'il prévoit toucher des recettes atteignant 112,4 milliards de dollars seulement. Il va lui manquer 30,5 milliards. Le budget n'est manifestement pas équilibré.

Les comptes ne s'équilibrent pas simplement parce que notre économie ne peut être florissante quand les taux d'intérêt sont élevés, que le gouvernement diminue ses dépenses et que les impôts ne cessent d'augmenter. Le déficit augmente et continuera à augmenter jusqu'à ce que nous y trouvions une véritable solution à long terme. Malheureusement, les solutions pour lesquelles le gouvernement a opté ne marchent pas.

Un de mes collègues a déjà dit de la théorie économique du gouvernement qu'elle consiste à vendre les meubles pour payer le loyer. Je suis parfaitement d'accord.

Le gouvernement nie l'évidence. Au lieu d'augmenter les impôts et de réduire les programmes mêmes qui empêchent le ralentissement de l'économie, le gouvernement devrait s'occuper d'accroître la productivité et la compétitivité du pays. Le seul moyen à long terme de réduire le déficit est d'accroître la productivité. Ce n'est pas une idée nouvelle. Non seulement une productivité accrue rendra les entreprises canadiennes plus concurrentielles à l'échelle internationale, mais elle produira aussi des recettes permettant de réduire le déficit qui menace d'étouffer notre économie nationale.

Une productivité accrue rendra nos entreprises plus concurrentielles et nous aidera à mieux franchir le cap du XXI^e siècle. Nous pouvons augmenter la productivité en améliorant la compétence de notre main-d'oeuvre et en consacrant une énergie et une détermination nouvelles, aux travaux de recherche et de développement que nous effectuons en coparticipation avec le secteur privé. Améliorer la compétence et la formation de notre main-d'oeuvre n'est pas qu'une bonne idée; c'est essentiel, étant donné que le niveau de l'enseignement de base au Canada est dans état lamentable.

Parlons d'abord de l'analphabétisme. En fonction du produit national brut, le Canada se classe parmi les dix pays les plus riches au monde, mais d'après le taux d'alphabétisation, il est loin de faire partie des dix premiers. Les députés pourraient être surpris d'apprendre que dans des pays comme le Nicaragua, Cuba et la Corée du Sud, le taux d'alphabétisation est plus élevé qu'au Canada.

L'enquête Southam effectuée à l'automne 1987 est maintenant bien connue pour avoir compilé des statistiques-chocs sur la crise de l'alphabétisation au Canada. Elle révèle que 4,5 millions de Canadiens, soit un sur cinq, est incapable de lire une simple demande d'emploi ou un simple mode d'emploi. Ils sont incapables de lire les avis du gouvernement ou les étiquettes des produits dans les supermarchés et ils sont démunis devant les questions que leur posent leurs enfants au sujet de leurs leçons et de leurs devoirs.

Comment est-ce arrivé et quelle incidence cela a-t-il sur notre économie? En 1961, l'auteure Barbara Moon avait lancé un avertissement au sujet du manque d'instruction répandu au Canada. Comme les députés peuvent le voir d'après ces statistiques, on n'a pas tenu compte de son avertissement.

Aujourd'hui, sur les marchés internationaux, le succès et les profits vont aux sociétés les plus avancées dans le